

Siège : 13 bis Rue du Docteur Rocheblave 30260 QUISSAC
SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mil vingt-trois et le sept juin, à dix-huit heures et deux minutes, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Piémont Cévenol s'est réuni au foyer de Saint Théodorit au nombre prescrit par la loi, sous la Présidence de Monsieur Fabien CRUVEILLER, Président de la Communauté de communes du Piémont Cévenol.

Date de convocation : le 1^{er} juin 2023

Date d'affichage : le 1^{er} juin 2023

Nombre de délégués : 57

En exercice : 57

Présents : 36

Votants : 36 + 8 = 44

Votants par procuration : 8

Absents excusés : 5

Absents : 8

Présents : MM. CLEMENT Richard, GAUBIAC Laurent, CAHU Robert, ROUDIL Joël, FURESTIER David, BRESSET Cyrille, CLAVEL Christian, CONDOMINES Robert, MARTIN Laurent, CAUVIN Bernard, VIALA Christian, Mme SEGURA Delphine, MM. EGRAZ Gilbert, IAQUINTA Antoine, FELIX Freddy, CASTANON Philippe, ACQUIER Jean-Yves, FOUGAIROLLE Michel, GRAS Guillaume, Mme AUBERT Martine, MM. CATHALA Serge, DREVON Nicolas, FIORENZANO Johan, Mme MARTIN Catherine, M. WEITZ Bruno, Mmes DRACS Marie Andrée, GIBERGUES Laetitia, MEUNIER Hélène, M. MOH Cyril, Mme ROUX Florence, M. SOULIER Cyril, Mme AGNIEL Virginie, MM. GAILLARD Olivier, MOLINES Louis, Mme LAURENT Stéphanie.

Procurations :

Mme MASOT Alexandra à Mme GIBERGUES Laetitia,
M. HERNANDEZ Frédéric à M. CATHALA Serge
M. JEAN Lionel à Mme LAURENT Stéphanie
M. SEMENOFF Serge à M. FOUGAIROLLE Michel
Mme BARBIER Mireille à Mme AUBERT Martine
M. OLIVIERI Bruno à Mme Marie Andrée DRACS
M. BERTO Stéphan à Mme ROUX Florence
Mme ROTTE Sandrine à M. DREVON Nicolas

Absents excusés : Mme MOURET Aube, MM. DAUTHEVILLE Jacques, LAGARDE Jean-Louis, BARON Jérôme, Mme TARNOWSKI Gabrielle

Absents : MM. ZUCCONI Jean-Pierre, SIPEIRE Jacky, Mme BARON Réjane, MM. FERRAULT Claude, TARQUINI Joseph, CUENOT Jean-Louis, MAZAURIC Pierre, MONEL José.

Secrétaire de séance : M. DREVON Nicolas

Début de séance : 18h02

Délibération n°065/2023 : Approbation de l'adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique, constitué par les syndicats d'énergies de l'Hérault, du Gard et de l'Aude

Joël ROUDIL rappelle que la communauté de communes se fournit actuellement en électricité via le dispositif de l'UGAP : cette structure s'occupe du marché de fourniture d'électricité, en mettant en concurrence les fournisseurs, en regroupant les besoins de plusieurs collectivités. Les collectivités n'ont plus qu'à exécuter le marché avec le fournisseur (gérer les contrats, rattacher ou détacher un point de livraison, ...).

L'échéance du dispositif actuel est prévue le 31 décembre 2024. Un nouveau dispositif sera lancé, pour débiter le 1^{er} janvier 2025.

Au vu du contexte énergétique actuel, l'UGAP souhaite anticiper au maximum le renouvellement du marché pour 2025, et a donc débuté le travail de recensement des besoins, qui se terminera le 30 juin 2023.

Il indique que les syndicats d'énergie de l'Hérault, de l'Aude et du Gard (le SMEG), ont décidé de s'unir pour proposer un service analogue, aux communes de leur territoire, à travers un groupement de commandes, coordonné par le syndicat mixte d'énergies du département de l'Hérault (convention constitutive du groupement jointe en annexe). Un marché pour ce groupement est actuellement en cours, et prendra fin le 31 décembre 2025.

Suite aux retours de plusieurs collectivités qui souhaiteraient rejoindre ce groupement d'achat à l'échéance du dispositif UGAP en 2024, et aux échéances de recensement définies par l'UGAP, le groupement de commandes des syndicats d'énergie a décidé de proposer une solution aux collectivités : lancer un marché d'électricité pour l'année 2025 pour ces collectivités, pour que celles-ci puissent ensuite rejoindre le marché qui débutera le 1^{er} janvier 2026, pour l'ensemble du groupement de commandes. Si les collectivités sont intéressées, elles doivent se faire connaître auprès du groupement, avant le 30 juin 2023. Une participation financière aux frais de fonctionnement du groupement sera demandée pour chaque marché subséquent (d'une durée d'environ 2 ans), calculée en fonction de la consommation d'énergie de la collectivité. Les modalités d'établissement de la participation financière sont précisées à l'annexe 5 de la convention constitutive de groupement de commande. A titre indicatif, la première participation de la CCPC s'élèverait à 380 euros TTC (calcul effectué sur la base de notre consommation 2022) .

Il annonce qu'il n'est pas envisageable pour la CCPC de lancer directement un marché pour sa fourniture d'électricité, du fait de sa complexité qui demande un accompagnement par un AMO spécialisé, et également en raison de ses faibles consommations qui ne permettent pas d'avoir des prix aussi attractifs que ceux permis par la mutualisation induite dans les deux dispositifs susvisés. Les années précédentes, la CCPC a en effet consommé environ 400 MWh d'électricité par an, auxquels il faut ajouter les 355 MWh estimés pour le centre aquatique intercommunal en 2023, soit une consommation annuelle estimée à 755 MWh.

Il précise que les dépenses d'électricité pour l'ensemble des sites et bâtiments intercommunaux s'élevaient à 77 400 euros en 2021, près de 100 000 euros en 2022, et estimées à 265 000 euros en 2023.

Par ailleurs, suite au contexte énergétique de l'année 2022, un programme de maîtrise de l'énergie a été élaboré pour être mis en œuvre dès l'hiver 2022-2023, afin de diminuer les consommations d'énergie dans les sites intercommunaux, et ainsi limiter l'impact de l'augmentation du coût de l'énergie pour la communauté de communes. Les consommations d'électricité de l'hiver 2022-2023 ont ainsi diminué de plus de 21 %, par rapport à l'hiver 2021-2022, et la consommation de gaz a été maîtrisée, engendrant ainsi une baisse de consommation d'environ 57 000 kWh. Pour certains sites et plus globalement pour la CCPC, il s'agit de la consommation la plus basse depuis les 5 derniers hivers.

Il ajoute qu'il appartient donc à la CCPC de se positionner avant le 30 juin 2023, sur le dispositif d'achat d'électricité qu'elle souhaite rejoindre pour l'année 2025 : soit continuer avec le dispositif UGAP, soit enclencher les démarches avec le groupement d'achat des syndicats d'énergie.

REÇU EN PRÉFECTURE

le 12/06/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-030-200034411-20230607-CCPC_065_70

Il souligne également qu'un travail comparatif entre ces deux options a été effectué. Il en ressort :

- Qu'il n'est pas possible de faire un comparatif financier des solutions avant d'adhérer à l'un des dispositifs, étant donné que les prix de l'électricité sont très volatiles, d'autant plus dans le contexte actuel. Le recensement effectué dans le cadre des deux dispositifs UGAP et groupement d'achat des syndicats d'énergie va leur permettre ensuite d'acheter l'électricité et d'avoir un prix défini ;
- Que les services proposés par le syndicat d'énergie présentent des intérêts pour la communauté de communes. Le groupement de commandes fait en effet un accompagnement de leurs adhérents pendant l'exécution du marché. Par ailleurs, un logiciel est proposé pour optimiser les contrats et les consommations d'énergie, ce qui s'inscrit dans la continuité du travail de maîtrise de l'énergie mené par la CCPC. Enfin, l'interlocuteur du groupement d'achat sur le territoire est Territoire d'énergie 30 (le SMEG), ce qui offre une proximité.

Le groupement d'achat des syndicats d'énergie apparaît donc comme une solution opportune pour la fourniture en électricité de la communauté de communes.

Laurent GAUBIAC souhaite savoir si dans le cadre de cette procédure, nous pouvons avoir connaissance si l'entreprise retenue pour le marché n'est pas en redressement judiciaire, comme cela a été le cas avec le marché de l'UGAP au moment de la crise et qui a procuré une grande augmentation des prix due au changement de titulaire. Y aura-t-il un verrou de sécurité ?

Olivier GAILLARD indique que le code des marchés publics n'autorise pas à écarter une entreprise en redressement judiciaire.

Fabien CRUVEILLER précise que nous allons être vigilant sur cette hypothèse, nous demanderons les informations au SMEG pour savoir comment ils s'organisent pour se prémunir de cette éventualité.

Robert CAHU demande si l'on connaît le montant de l'économie ?

Fabien CRUVEILLER lui rappelle que nous avons fait de grosses économies en kWh mais nous n'avons pas le montant car les tarifs ne sont pas stables.
Il précise que pour la piscine de Quissac nous avons négocié en direct avec un prestataire car l'UGAP proposait un tarif environs 30% plus cher que celui trouvé par nos services.

Le conseil communautaire,

Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le code de l'énergie,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics, notamment son article 28,

Considérant que la communauté de communes du Piémont Cévenol a des besoins en matière d'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant que les Syndicats d'Energies de l'Hérault, du Gard, et de l'Aude s'unissent pour constituer un groupement de commandes, avec des personnes morales de droit public et de droit privé, pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que le groupement est constitué pour une durée illimitée,

Considérant que pour satisfaire ses besoins sur des bases de prix compétitifs, il sera passé des marchés ou des accords-cadres,

Considérant que le Syndicat Départemental d'Energie de l'Hérault (Hérault énergies) sera le coordonnateur du groupement,

REÇU EN PREFECTURE

le 12/06/2023

Application agréée E-legalite.com

Considérant que ce groupement présente un intérêt pour la communauté de communes du Piémont Cévenol au regard de ses besoins propres,
Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,
Après en avoir délibéré,

DECIDE à l'Unanimité

- d'approuver l'adhésion de la communauté de communes au groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » constitué par les syndicats d'énergies de l'Hérault, du Gard et de l'Aude pour une durée illimitée, pour la fourniture d'électricité de la CCPC ;
- d'autoriser le Président à signer la convention constitutive du groupement telle qu'annexée, et à signer l'ensemble des documents afférant à la gestion administrative, financière et à l'exécution de celle-ci pour l'ensemble de sa durée ;
- d'autoriser le Syndicat départemental d'énergies dont il dépend (SMEG) , à solliciter, autant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives à différents points de livraison ;
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement de commande sur la base des modalités de calcul établies dans la convention et ce pour l'ensemble de la durée de la convention ;
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la communauté de communes du Piémont cévenol est partie prenante ;
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la communauté de communes du Piémont cévenol est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil communautaire.




Le Président

Fabien CRUVEILLER

Certifiée exécutoire compte-tenu :

- de la transmission en sous-préfecture le :
- de la publication :



**CONVENTION CONSTITUTIVE
DU GROUPEMENT DE COMMANDES
POUR L'ACHAT D'ENERGIES, DE FOURNITURES ET DE
SERVICES EN MATIERE D'EFFICACITE ET D'EXPLOITATION
ENERGETIQUE**

***APPROUVEE LE 6 mars 2018
PAR LE COMITE SYNDICAL D'HERAULT ENERGIES
Délibération n° CS23-2018***

REÇU EN PREFECTURE

le 12/06/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-030-200034411-20230607-CCPC_065_70

Préambule

Depuis le 1^{er} juillet 2004, le marché de l'énergie est ouvert à la concurrence. Cette ouverture, d'abord concentrée sur les consommateurs professionnels, s'est élargie au 1^{er} juillet 2007 à l'ensemble des consommateurs de gaz naturel et d'électricité.

Aujourd'hui, conformément à l'article L. 441-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'énergie peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par l'opérateur historique.

En conséquence, les acheteurs publics en général et plus généralement l'ensemble des personnes morales de droit public doivent alors conclure de nouveaux contrats de fourniture d'énergie dans le respect de la commande publique.

Dans ce cadre, les différents pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, acheteurs de gaz naturel et/ou d'électricité, et/ou d'autres énergies (bois,...), de fournitures et de services associés trouvent opportun de fédérer leur action en constituant un groupement de commandes pour l'achat d'énergies destinée à l'alimentation des points de consommation de leurs patrimoines.

Ce groupement pouvant inclure de manière accessoire des personnes morales de droit privé permettra d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment obtenir des offres plus compétitives.

Cette action s'inscrit dans la volonté réciproque d'une amélioration des services associés à la fourniture d'énergies et dans la mise en place d'une démarche éco responsable, visant à permettre des économies d'échelle par la mutualisation des procédures de passation des marchés et par la massification de la commande.

Dans ce sens, et pour faire suite à la modification du droit régissant la commande publique, les syndicats de l'Hérault, du Gard, et de l'Aude ont décidé de s'unir pour initier et porter un groupement de commandes. D'autres syndicats départementaux pourront rejoindre le groupement.

Chaque Syndicat Départemental d'Energies sera l'interlocuteur référent des membres relevant de son territoire.

Dans ce contexte, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DU GROUPEMENT

La présente Convention Constitutive a pour objet de constituer un groupement de commandes (ci-après désigné "le groupement") sur le fondement des dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015- 899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et d'en définir les modalités de fonctionnement.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

Article 2 : NATURE DES BESOINS

Le groupement constitué par la présente Convention Constitutive consiste à répondre aux besoins communs et récurrents des membres d'acheter de l'énergie pour assurer l'alimentation et le fonctionnement de leurs patrimoines dont ils ont la gestion dans les domaines suivants :

- Fourniture et acheminement d'énergies (électricité, gaz naturel, bois, propane...).
- Fournitures et services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique.

Par délibération le membre précisera les domaines sélectionnés.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins pourront constituer des marchés publics ou des accords-cadres au sens des articles 4 et 5 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Dans ce cadre, le membre s'engage à mettre en concurrence l'ensemble de ses contrats d'énergie, objet du ou des domaine(s) choisi(s) ci-dessus. Cette obligation ne s'applique pas pour les tarifs bleus dont la mise en concurrence n'est pas obligatoire.

Article 3 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement est ouvert aux personnes morales suivantes, dont le siège est situé en Région Occitanie :

- L'ensemble des personnes morales de droit public (Etat, Collectivités territoriales et leurs groupements, Etablissements publics, Groupements d'Intérêt Public, CCAS...)
- Les personnes morales de droit privé :
 - Sociétés d'Economie mixte;
 - Organismes privés d'habitations à loyer modéré;
 - Etablissements d'enseignement privé;
 - Etablissements de santé privés;
 - Maisons de retraites privées (EHPA, EHPAD, MAPA, MARPA, MAPAD...);
 - Associations loi 1901 de statut privé;
 - Sociétés dans lesquelles les Syndicats Départementaux d'Energies membres du Groupement possèdent des parts;
 - Sociétés dans lesquelles une SEM, dont au moins un Syndicat Départemental d'Energie membre du Groupement est actionnaire, possèdent des parts;
 - ...

Les membres fondateurs du groupement de commandes acceptent, sans qu'il soit besoin de délibérer, l'adhésion au groupement de toute nouvelle entité après décision de cette dernière selon ses règles propres.

La liste des membres du Groupement est annexée (Annexe 1) à la présente Convention Constitutive et mise à jour conformément aux articles 10 et 11.

Article 4 : COMITE DE PILOTAGE

4.1 Comité de pilotage

Le comité de Pilotage du groupement est constitué des Syndicats Départementaux d'Energies (ci-après désignés les "gestionnaires"), membres du Groupement.

Il est chargé des orientations stratégiques, de la préparation des accords-cadres et des marchés subséquents, d'apporter une expertise sur les domaines d'intervention du groupement à l'ensemble des membres, de l'assistance au Coordonnateur du groupement dans les tâches qui lui reviennent.

Les gestionnaires peuvent y associer, à titre consultatif et après accord du Comité de Pilotage, certains membres, dont le poids économique se révèle important, pour participer à la définition des besoins et à la stratégie d'achat.

4.2 Missions du Comité de Pilotage

Les gestionnaires ont en charge, sur leur territoire respectif, de :

- Communiquer sur la présente Convention Constitutive auprès de chaque membre, selon un support établi par chaque Syndicat Départemental d'Energies ;
- Accompagner les membres, dans la définition de leurs besoins ;
- Recenser les besoins des membres et les centraliser auprès du Coordonnateur suivant la base qui a été définie ;
- Participer et définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation et de procéder notamment, à ce titre, au choix du type de contrat et du type de procédure appropriés, qui sera validé par le Coordonnateur;
- Transmettre aux membres les documents nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne;
- Assister les membres dans les modalités d'exécution des marchés qui les concernent;
- Tenir à la disposition des membres les informations relatives à l'activité du Groupement;
- Informer le Coordonnateur de la bonne exécution et de tout litige né à l'occasion de l'exécution des marchés ou accords-cadres, selon les informations reçues de la part de leurs membres respectifs.

Article 5 : DESIGNATION ET MISSIONS DU COORDONNATEUR

5.1 Coordonnateur du groupement de commandes

Le Syndicat mixte d'énergies du département de l'Hérault (ci-après désigné le "coordonnateur") est désigné Coordonnateur du groupement par l'ensemble des membres.

Le siège du Coordonnateur est situé :

**33, Avenue J.B Salvaing et J. Schneider
BP 28
34120 PEZENAS**

5.2 Missions et rôle du coordonnateur

Il est chargé à ce titre de procéder, dans le respect des règles prévues par la réglementation des marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres dans les domaines visés à l'article 2.

Le Coordonnateur est également chargé de signer et de notifier les marchés ou accords-cadres qu'il passe, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de la bonne exécution des marchés.

En matière d'accord-cadre, le Coordonnateur est chargé de conclure les marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne

exécution.

En outre, le Coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

En pratique, le Coordonnateur est chargé :

- De valider l'organisation technique et administrative des procédures de consultation et de procéder notamment, à ce titre, au choix du type de contrat et du type de procédure appropriés ;
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation, en fonction des besoins définis par les membres ;
- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants ;
- De signer et notifier les marchés et accords-cadres ;
- De préparer et conclure, en matière d'accord-cadre, les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre ;
- De transmettre les marchés et accords-cadres aux autorités de contrôle ;
- De préparer et conclure les avenants des marchés et accords-cadres passés dans le cadre du Groupement ;
- De gérer le précontentieux et le contentieux afférents à la passation des accords-cadres et marchés ;
- De transmettre aux gestionnaires les documents et les informations nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne ;
- De tenir à la disposition des gestionnaires les informations relatives à l'activité du Groupement.

De façon générale, le Coordonnateur s'engage à mettre tout en œuvre pour que les marchés et accords-cadres conclus dans le cadre du Groupement répondent au mieux aux objectifs de performance des membres en matière de commande publique, en favorisant notamment la réalisation d'économies d'échelle, en particulier pour ce qui concerne l'achat en commun d'énergies.

Le Coordonnateur, au même titre que les gestionnaires, est habilité par les membres à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseau de distribution ainsi que des fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison.

ARTICLE 6 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'ordonnance du 23 juillet 2015, la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du Coordonnateur.

De ce fait, cette Commission d'Appel d'Offres se réunira dans les locaux du Coordonnateur. Son fonctionnement sera soumis aux règles la gouvernant.

En application de l'article 1414-3 III CGCT, les gestionnaires seront invités à participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

Article 7 – GESTION ADMINISTRATIVE DU GROUPEMENT

Afin de faciliter la gestion administrative et le recueil d'informations et de données, les Syndicats Départementaux d'Energie, et leur représentant légal, endossent le rôle de gestionnaire du Groupement sur leur territoire respectif dès lors qu'ils adhèrent au présent Groupement. Sont éligibles au rôle de gestionnaires :

- Le Syndicat Départemental d'énergies de l'Aude (SYADEN)
- Le Syndicat mixte d'énergies du Gard (SMEG)
- Le Syndicat départemental d'énergies de l'Hérault (Hérault énergies)
- Tout autre Syndicat départemental d'énergies qui rejoindrait le groupement

Les gestionnaires sont chargés des missions suivantes pour les membres dont le siège est situé dans le périmètre de leur département :

- la communication de la présente Convention Constitutive;
- l'accompagnement des membres dans la définition de leurs besoins ;
- le recensement des besoins des membres et leur centralisation auprès du coordonnateur selon la base définie ;
- l'assistance des membres au cours de l'exécution des marchés qui les concernent.

Article 8 – MISSIONS DES MEMBRES

8.1 Les membres sont chargés :

- De communiquer avec précision leurs besoins au Syndicat Départemental d'Energies dont ils dépendent et, en particulier, de veiller à la bonne définition des points de livraison devant relever des accords-cadres et marchés passés dans le cadre du Groupement.

Une fois inclus aux marchés et accords-cadres passés dans le cadre du Groupement et pendant toute la durée de validité de ceux-ci, les points de livraison ne pourront plus donner lieu à la conclusion de nouveaux marchés ou accords-cadres qui seraient directement passés par les membres en dehors du présent Groupement et ayant aussi pour objet, même non-exclusif, la fourniture d'énergies.

Tout nouveau point de livraison souscrit, par un membre du Groupement partie prenante des marchés et accords-cadres en cours de validité, devra être intégré suivant les conditions définies dans les dits marchés et accords-cadres.

- D'assurer la bonne exécution des marchés portant sur l'intégralité de leurs besoins : suivi du marché, paiement des factures, vérification de l'intégration de nouveaux points de livraison, application de pénalités... ;
- D'informer leur gestionnaire de cette bonne exécution ;
- De participer financièrement aux frais de fonctionnement du Groupement conformément à l'article 9 ci-après ;
- D'informer leur gestionnaire de toute évolution prévisible de leur contrat (extension, construction, acquisition ou vente de bâtiments,...).

8.2 Concernant :

- L'acheminement d'électricité, les membres s'engagent à conclure un Contrat d'Accès au Réseau de Distribution (CARD) ou un Contrat d'Accès au Réseau de Transport (CART) dans les cas exigés par le Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD) ou le Réseau de Transport d'Electricité (RTE). Dans tous les cas, le fournisseur jouera le rôle de « responsable d'équilibre » pour les membres.
- L'acheminement de gaz naturel, les membres s'engagent à conclure un Contrat de Livraison Direct (CLD) dans les cas exigés par le Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD).

Article 9 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Le Coordonnateur et les gestionnaires sont indemnisés, des frais afférents au fonctionnement du Groupement par une participation financière des membres.

Cette indemnisation est due dès l'instant où un membre devient partie prenante aux marchés ou accords-cadres passés par le Coordonnateur.

Les frais englobent les coûts d'impression, de publicité, de reproduction et d'une manière générale tout ce qui concourt à la passation des marchés publics.

1) Indemnisation des gestionnaires

La répartition et les modalités de la participation aux frais de fonctionnement entre le gestionnaire et les membres de son territoire feront l'objet d'une annexe à la présente Convention Constitutive. Cette annexe est spécifique à chaque gestionnaire.

2) Indemnisation du Coordonnateur

Les gestionnaires ont une participation financière à verser au Coordonnateur, pour les frais inhérents au lancement et au suivi des procédures de consultation. Cette participation financière sera versée dès lors que leurs membres deviennent partie aux marchés passés par le Coordonnateur. A cet effet, le Coordonnateur émet un titre de recette vis-à-vis de chaque gestionnaire dans les deux mois qui suivent la notification de chaque marché.

La répartition et les modalités de reversement de ces frais de fonctionnement entre le Coordonnateur et les Syndicats Départementaux d'énergies feront l'objet d'une convention financière entre les parties.

Cette participation peut être ajustée sur proposition du Coordonnateur et avec l'accord des gestionnaires.

Article 10 – DUREE DU GROUPEMENT ET PRISE D'EFFET DE LA PRESENTE CONVENTION CONSTITUTIVE

Le présent Groupement, ayant pour objet un achat répétitif, est constitué pour une durée illimitée.

La prise d'effet de la présente Convention Constitutive sera celle du lancement de la procédure d'accord-cadre par l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence, date avant laquelle tous les membres du groupement doivent avoir notifié, via le Syndicat Départemental d'Energies, leur délibération d'adhésion au Coordonnateur et avoir signé la Convention Constitutive.

Article 11 – ADHESION ET RETRAIT

11.1 Adhésion au Groupement

Chaque membre adhère au groupement par une décision selon ses règles propres.

Cette décision d'adhésion est notifiée au Syndicat Départemental d'Energies dont il dépend, qui en informe le Coordonnateur. Elle sera accompagnée de la Convention Constitutive dûment signée et tamponnée.

L'adhésion des personnes relevant du Code général des collectivités territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ce Code.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Elle ne nécessite pas l'accord préalable des autres membres du Groupement.

Toutefois, l'engagement du nouveau membre dans le groupement n'est effectif que pour les accords-cadres ou marchés publics dont l'avis public d'appel à la concurrence a été envoyé postérieurement à la date de réception par le Coordonnateur de la décision d'adhérer au groupement de commandes.

11.2 Sortie du Groupement

Le présent Groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du

Groupement.

Le retrait d'un membre du Groupement est constaté par une décision selon ses propres règles. Cette décision est notifiée au Syndicat Départemental d'Energies dont il dépend, qui en informe le Coordonnateur. Quoiqu'il en soit, le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont le membre est partie prenante.

11.3 Informations aux membres du Groupement

A chaque passation de marchés et afin d'informer de l'évolution des adhésions/sorties au Groupement, chaque Syndicat Départemental d'Energies membre du Groupement, sur son territoire respectif, notifie aux membres la liste des membres qui devient la nouvelle annexe 1 de la présente Convention Constitutive.

11.4 Substitution

En cas de modification dans les transferts de compétence d'un membre vers un autre membre ou vers un EPCI non membre du groupement, entraînant le transfert vers le nouveau titulaire de la compétence, la substitution de membre au groupement d'achat sera actée par un simple échange de courrier entre les protagonistes.

Article 12 – PARTICIPATION DES MEMBRES A UN MARCHE OU ACCORD-CADRE

L'engagement d'un membre dans les marchés ou accords-cadres passés par le Groupement ne peut être effectif que :

- Postérieurement à son adhésion au Groupement, date de délibération faisant foi ;
- Et
- A partir du moment où le membre a fait acte de candidature antérieurement à la parution de l'avis d'appel public à la concurrence.

Article 13 – CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le représentant du Coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge.

Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Article 14 – RESOLUTION DE LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Montpellier

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Article 15 – MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION CONSTITUTIVE

Hors évolution de l'annexe 1, les éventuelles modifications de la présente Convention Constitutive du Groupement doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du Groupement dont les décisions sont notifiées au Syndicat Départemental d'Energies membre du Groupement, dont il dépend, qui en informe le coordonnateur.

La nouvelle Convention Constitutive prend alors effet lorsque l'ensemble des membres a approuvé les

modifications.

Article 16 – DISSOLUTION DU GROUPEMENT

Le présent Groupement est dissout de fait en cas de retrait du Coordonnateur.

Le présent Groupement peut être dissout à la demande de ses membres, décidée à la majorité des deux tiers.

Toutefois, la dissolution ne peut intervenir avant le terme des marchés ou accords-cadres en cours.

ANNEXE 1 : LISTE DES MEMBRES DU GROUPEMENT

ANNEXE 2 : ADHESION DES MEMBRES DU GROUPEMENT

ANNEXE 3 : modalités d'intervention entre le Syndicat gestionnaire de l'Hérault et les Membres de son périmètre

ANNEXE 4 : modalités d'intervention entre le Syndicat gestionnaire de l'Aude et les Membres de son périmètre

ANNEXE 5 : modalités d'intervention entre le Syndicat gestionnaire du Gard et les Membres de son périmètre

ANNEXE 2

ADHESION DES MEMBRES AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT D'ENERGIES ET DE FOURNITURES ET DE SERVICES EN MATIERE D'EFFICACITE ET D'EXPLOITATION ENERGETIQUE

La convention constitutive du groupement de commandes a été passée

Entre :

HERAULT ENERGIES

Représenté par son Président, Monsieur Jacques Rigaud

Coordonnateur du groupement,

Et

.....,

Membre dudit groupement,

Représenté(e) par Madame/Monsieur.....,Président(e)/Maire

qui s'engage par la signature ci-dessous à honorer le marché avec le ou les co-contractants retenus, à hauteur des besoins propres de l'organisme qu'il (elle) représente, et tels que préalablement déterminés dans la présente convention.

Fait à, le

Signature + tampon